

### ACTUALITÉ

Page 2

#### ■ En bref

Page 3

#### ■ La semaine fiscale

Frédérique Perrotin

#### Créer plus de justice fiscale

### DOCTRINE

Page 7

#### ■ Social

Sangoné Thiam

#### Le référent : un statut à parfaire ?

### JURISPRUDENCE

Page 10

#### ■ Successions / Libéralités

Paul-Ludovic Niel

#### Donation déguisée et obligation au rapport successoral (Cass. 1<sup>re</sup> civ., 4 juill. 2018)

### CULTURE

Page 14

#### ■ Ventes publiques

Bertrand Galimard Flavigny

#### Un musée à Saint-François en Guadeloupe

## ACTUALITÉ

### La semaine fiscale

### Créer plus de justice fiscale <sup>140v6</sup>

Frédérique PERROTIN

Mobilité croissante de l'économie, essor des échanges numériques, concurrence croissante : les règles fiscales doivent être réadaptées afin de mettre en échec les stratégies d'optimisation fiscale.

La dernière mission d'information de la commission des finances de l'Assemblée nationale consacrée à l'évasion fiscale internationale, conduite par Éric Woerth avec Pierre-Alain Muet comme rapporteur, remonte à 2013. Cette mission s'était attachée à présenter les types de montages ainsi que les pratiques dommageables et avait formulé plusieurs propositions, certaines traduites ultérieurement dans la loi. À l'heure où la concurrence fiscale et économique fait rage entre les États, le combat contre l'évasion fiscale est plus que jamais d'actualité. Une nouvelle mission d'information, présidée par Jean-François Parigi avec Bénédicte Peyrol, comme rapporteure vient de se consacrer à l'évasion fiscale internationale des entreprises et formule plus de quarante recommandations destinée à créer plus de justice fiscale (AN Mission d'information relative à l'évasion fiscale internationale des entreprises, rapport n° 1236).

#### ■ Une mission centrée sur les comportements fiscaux des entreprises

Pour la mission d'information, loin de représenter un concept flou, la notion de justice fiscale doit être comprise comme la nécessité pour chacun de payer un impôt qui corresponde à ses capacités contributives et aux activités économiques menées sur un territoire donné pour permettre à l'État de remplir son rôle et protéger les citoyens. Or « depuis de nombreuses années, cet idéal s'éloigne. Se cachant derrière la loi, s'immisçant dans ses interstices, certains prétendent respecter les règles imposées par le législateur en oubliant la base même de l'existence de cette loi : un contrat social », souligne le rapport. Le rapport se concentre sur les pratiques fiscales des entreprises.

KIOSQUE  
Lextenso

Votre revue OFFERTE  
sur tous vos écrans

Suite en p. 3

Édition quotidienne des Journaux Judiciaires Associés

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces@petites-affiches.com  
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris  
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

 Gazette du Palais

annonceslegales@gazette-du-palais.com  
12, place Dauphine - 75001 Paris  
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le  
Quotidien  
Juridique

annonces@le-quotidien-juridique.com  
12, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris  
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

La Loi  
ARCHIVES COMMERCIALES DE LA FRANCE

loiannonce@lalo.com  
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris  
Tél. : 01 42 34 52 34